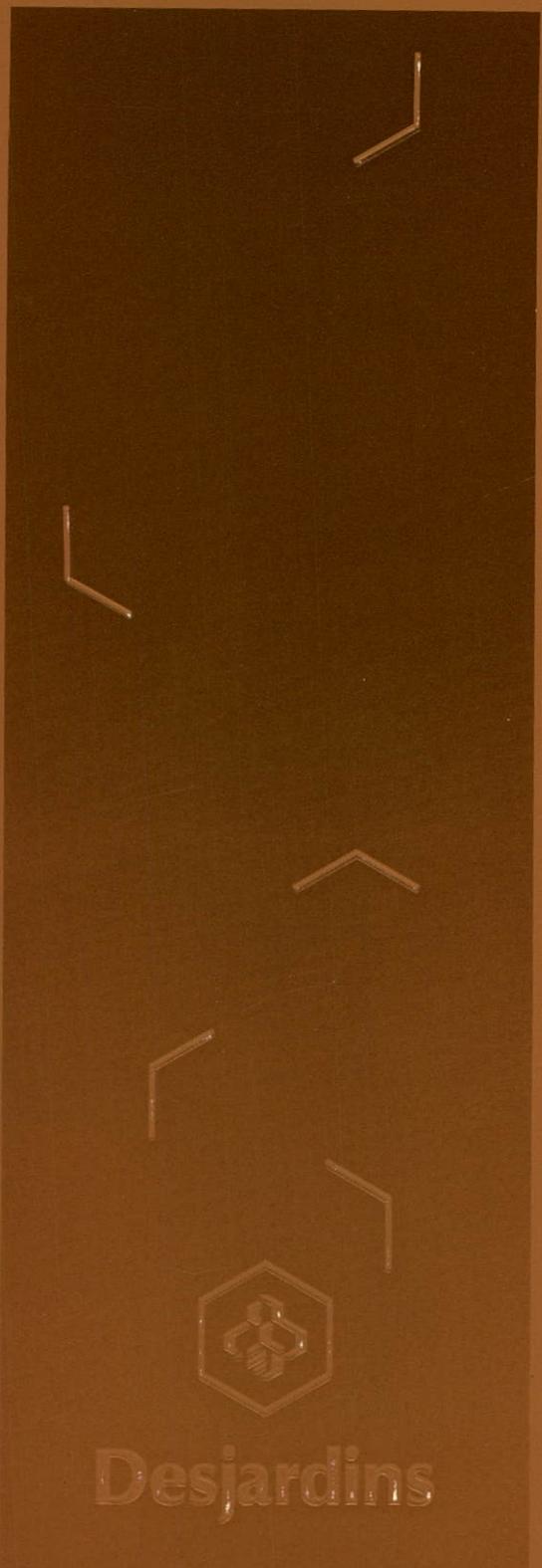


C

**Fiducie
du Québec**




 1985
 1985

LIBRARY
OF
MCGILL UNIVERSITY
APR 14 1966
MCGILL UNIVERSITY

Table des matières

**Rapport du président et du
vice-président et directeur général 2**

Rapports d'activités

Épargne et placements 9
Financement hypothécaire 10
Services de gestion 13
Services fiduciaires 14

États financiers

Faits saillants 17
Résultats consolidés 19
Bénéfices consolidés non répartis 19
Bilan consolidé 20
Évolution de la situation financière consolidée 22
Notes complémentaires 23
Appariement de l'actif et du passif 27
Rétrospective des résultats des cinq dernières années 28

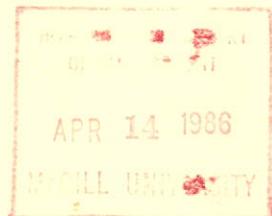
Conseil d'administration 29

Membres de la direction 30

Bureaux de la Fiducie du Québec 31

**“Car si, de ces herbes..., je fais
un arbre qu'une âme anime,
alors cette branche s'accroîtra
de la prospérité de l'autre branche,
et tout l'arbre ne sera plus
que collaboration merveilleuse
et épanouissement
dans le soleil.”**

Antoine de Saint-Exupéry



Rapport du Président et du Vice-Président et Directeur Général

La Fiducie du Québec a visé, en 1985, l'optimisation de ses ressources après avoir élaboré, au cours des dernières années, une large gamme de nouveaux services pour assurer sa croissance et mis au point divers systèmes informatiques spécialisés en vue de fournir un service de première qualité. Sur le plan des opérations, cela s'est traduit par une augmentation de 25% du bénéfice net.

C'est dans cette optique que nous nous sommes employés à mieux vivre, à l'intérieur du Mouvement Desjardins, notre rôle de société complémentaire, rôle qui prolonge l'action des caisses populaires et d'économie et qui contribue à étendre leur rayonnement dans des domaines qui ne leur seraient pas accessibles autrement.

La recherche d'une plus grande efficacité, qui a été en quelque sorte notre mot d'ordre, a été étroitement liée à la poursuite des objectifs généraux que nous nous étions fixés. Avec comme toile de fond l'excellence des services, ces objectifs portaient sur la diversification des affaires, la croissance de l'actif, la progression des honoraires en pourcentage des revenus et l'amélioration de la rentabilité.

Au cours de 1985, nous avons modifié notre structure dans le but de refléter l'importance que nous accordons à nos activités de gestion de portefeuilles. De plus, nous avons pris une participation dans la maison de courtage Brault, Guy, O'Brien pour avoir accès à de nouveaux marchés et aussi pour tirer profit de la compétence de cette société dans ce secteur hautement spécialisé. Comme autres faits d'importance, la valeur des portefeuilles de prêts hypothécaires a atteint un milliard de dollars, et celle des biens administrés, dix milliards de dollars, des événements significatifs dans notre histoire.

Sur le plan financier, les résultats du dernier exercice se comparent avantageusement à ceux de 1984. En effet, nos revenus bruts ont augmenté de 12% pour atteindre 141,3 millions de dollars. Nos revenus de placements sont passés de 112,4 millions de dollars à 125,4 millions de dollars, en hausse de 12%, tandis que nos honoraires totalisaient 15,9 millions de dollars par rapport à 13,9 millions de dollars l'année dernière, soit une progression de 14%. Ce sont principalement les honoraires relatifs aux régimes enregistrés d'épargne, aux fonds de placement et à la gestion de portefeuilles qui ont progressé de façon plus marquée.

Après déduction des intérêts versés, nos revenus nets de placements se sont accrus de 20% pour se chiffrer à 19 millions de dollars. Compte tenu de l'ajustement requis pour comparer les revenus de dividendes aux revenus imposables, la progression de nos revenus nets de placements a été de 15%. Soulignons que cette dernière s'explique en grande partie par la croissance de l'actif et aussi par une légère augmentation de nos marges de rendement.

En ce qui concerne l'actif, il atteignait 1,119 milliard de dollars le 31 décembre 1985, une hausse de 8% sur l'année précédente. Le poste Prêts hypothécaires a augmenté de 12% pour se chiffrer à 861,3 millions de dollars, une partie de cette progression provenant d'une diminution des portefeuilles d'obligations et d'actions.

Soulignons, pour terminer la revue de notre bilan, que nous avons réalisé en 1985 la dernière étape de notre plan quinquennal de capitalisation. Le nombre d'actions a augmenté de 16975 pour atteindre 238114, ce qui porte l'avoir des actionnaires à 37,3 millions de dollars. Quant aux prêts en sous-ordre, ils sont passés de 11,5 millions de dollars à 12,5 millions de dollars.

Au chapitre des frais d'exploitation, nous avons enregistré en 1985 une augmentation de 13% comparativement à 24% en 1984.

Un tel ralentissement est en grande partie attribuable à une diminution de l'embauche. Pour ce qui est des fonds alloués en cours d'année à la provision pour pertes sur prêts hypothécaires, ils s'établissent à 943 000 dollars par rapport à 570 000 dollars en 1984. Il est intéressant de noter à ce sujet que notre situation, qui était meilleure que celle de l'industrie, s'est encore améliorée en 1985 et que les perspectives pour 1986 s'annoncent favorables.

Un bénéfice net de 4 048 000 dollars, soit une progression de 25 % sur 1984, résulte ainsi de nos activités de 1985.

Sur la base d'une action, notre bénéfice net progresse de 2,43 dollars pour se chiffrer à 17,63 dollars.

Ce résultat nous a permis de porter nos bénéfices non répartis de 9 millions de dollars à 12 millions de dollars, après avoir versé des dividendes de 4,75 dollars par action, soit 1,1 million de dollars.

La Fiducie du Québec, comme on le constate, a atteint une bonne vitesse de croisière. Depuis 1980, les progressions enregistrées au niveau de nos activités et de nos résultats sont soutenues. Notre actif a en effet doublé, notre bénéfice net a considérablement augmenté et la valeur des biens que nous administrons a presque triplé.

La Fiducie du Québec est devenue en quelques années un agent économique d'importance. Son succès est avant tout l'apanage de l'engagement peu commun de ses employés à l'égard de sa réussite. En 1985, le net ralentissement de la progression des frais d'exploitation et la diminution dans l'embauche démontrent bien, malgré de fortes augmentations des affaires dans tous les secteurs, la compétence du personnel dans son entier.

En 1986 et au cours des prochaines années, la Fiducie du Québec continuera de progresser dans la voie qu'elle s'est tracée.

Elle se préoccupera de remplir, à l'intérieur du Mouvement Desjardins, son rôle de société qui offre des services spécialisés et qui ouvre l'accès à de nouveaux secteurs d'activités.

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

De gauche à droite:
Raymond A. Reid
A. Hervé Hébert

Yvan Drouin
Vice-président,
Services de contrôle

Denis Jodoin
Vice-président,
Placements

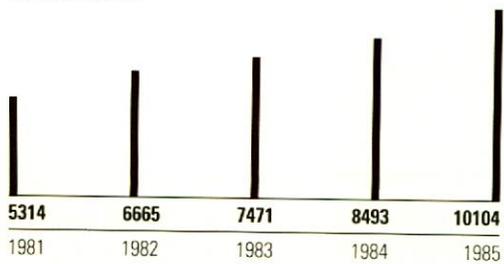
Jacques V. Goyer
Vice-président,
Services financiers

Guy Vallée
Vice-président,
Services corporatifs et
juridiques, et Secrétaire

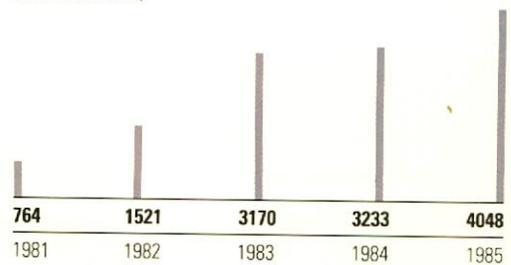
Bernard Larue
Vice-président,
Finance et Trésorerie



Biens administrés
(en millions de \$)

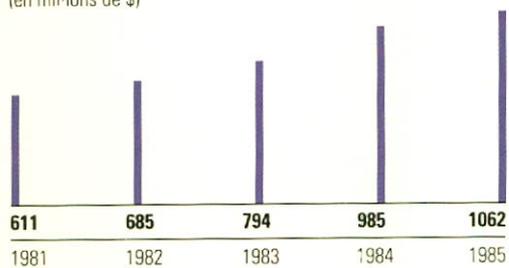


Bénéfice net
(en millions de \$)

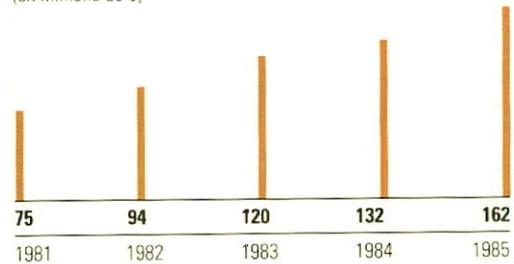




Dépôts garantis
(en millions de \$)



Fonds de placement Desjardins
(en millions de \$)





Épargne et placements

En 1985, le secteur Épargne et placements a axé ses priorités sur l'élargissement de sa base de clientèle et la diffusion d'une information encore plus complète et mieux articulée sur ses services. C'est ainsi que nous avons ouvert deux nouvelles succursales, l'une à Anjou et l'autre à Québec, et que nous avons rendu possibles certaines transactions comme l'achat et le renouvellement de certificats de dépôt garanti sur simple appel téléphonique. De plus, nous avons lancé un nouveau produit, la Rente à échéance fixe, qui s'est ajouté aux options déjà offertes aux personnes qui désirent convertir les fonds de leur régime enregistré d'épargne-retraite. Ces mesures, alliées à une meilleure pénétration du marché, nous ont permis d'atteindre nos objectifs d'entrées de fonds et d'augmenter le pourcentage des renouvellements. Soulignons au sujet des succursales que nous étendrons encore notre réseau en 1986.

Notre souci de bien renseigner et conseiller notre clientèle nous a incités à mettre à jour et à compléter l'éventail de nos guides et bulletins d'information. Un sondage nous a d'ailleurs révélé que cette documentation était très appréciée et qu'elle répondait à un besoin réel de notre clientèle. En outre, nous avons tenu un nombre élevé de conférences ayant comme objet diverses facettes de l'épargne et des placements.

En ce qui concerne nos services destinés plus particulièrement aux entreprises, nos régimes d'épargne spécifiquement conçus pour les groupes ont connu un essor remarquable, le nombre de groupes et de participants ayant augmenté de façon importante.

Notre service aux caisses populaires et d'économie s'est lui aussi amélioré. Dans un premier temps, nous avons procédé à une réorganisation administrative qui visait à regrouper sous le même service l'ensemble des activités d'épargne et de placements auxquelles sont associées les caisses. Dans un deuxième temps, nous avons adopté des mesures nous permettant d'émettre plus rapidement les reçus d'impôt aux membres des caisses qui détiennent un régime enregistré d'épargne-retraite. Enfin, nous avons mis sur pied, en collaboration avec La Confédération et les fédérations, un service de cotation de rentes à l'intention des membres des caisses qui détiennent un régime enregistré d'épargne-retraite et qui désirent le convertir en une rente à échéance fixe ou un fonds enregistré de revenu de retraite.

Sur le plan de nos services de courtage de valeurs mobilières, la campagne 1985 des régimes d'épargne-actions a davantage été caractérisée par un volume élevé de transactions que par une augmentation de la clientèle. Dans le contexte du décloisonnement, ce secteur demeure toujours prometteur et l'expérience que nous avons acquise au cours des trois dernières années nous permettra d'ajuster nos modes d'opération et de préciser notre rythme de développement.

En 1986, nous continuerons d'être à l'écoute de notre clientèle afin de répondre exactement à ses besoins et à ses attentes. De plus, nous continuerons d'assumer le mieux possible, au sein du Mouvement Desjardins, notre rôle de complémentarité en matière d'épargne et de placements.

**Nous avons élargi notre
réseau et facilité l'accès
à nos services. Notre
part du marché
continue d'augmenter.**

Financement hypothécaire

Nous avons enregistré au cours de la dernière année un fort volume d'affaires dans le secteur du financement hypothécaire et ce, bien que nous nous attendions à un certain ralentissement de la construction résidentielle en raison de la fin du programme Corvée-Habitation auquel, rappelons-le, nous participions activement. Stimulée par le contexte économique favorable et des taux d'intérêt stables, l'activité s'est déplacée vers des marchés qui n'avaient pas encore vraiment été touchés par la reprise, notamment les immeubles à logements multiples, les habitations de luxe et les propriétés existantes.

Notre stratégie de pénétration de ces segments a porté fruit. Malgré une vive concurrence, nos déboursés ont atteint 243 millions \$, soit à peu près le même montant que le record enregistré en 1984. La valeur de nos portefeuilles de prêts a ainsi progressé de 11 % pour franchir le cap d'un milliard de dollars, une étape importante dans l'histoire de l'entreprise.

Pour illustrer la place de premier plan que nous nous sommes taillée dans ce domaine, il suffit de souligner que la valeur de nos portefeuilles a doublé en 4 ans, que nous détenons maintenant 20 % du marché des sociétés de fiducie et qu'au chapitre de la qualité de nos prêts, notre situation se compare avantageusement à celle de l'industrie.

En effet, le 31 décembre dernier, seulement 1 % de nos prêts étaient en retard de plus d'un versement, comparativement à 1,5 % à la même date en 1984.

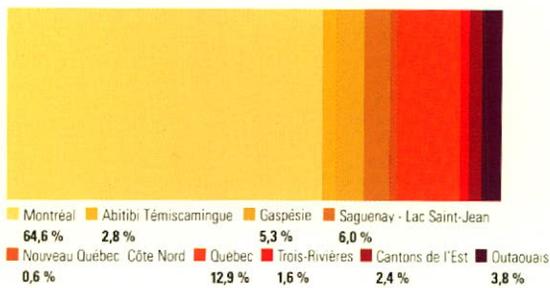
Nos résultats depuis quelques années témoignent des efforts que nous avons déployés pour offrir l'une des gammes de produits les plus complètes sur le marché du financement. Cette gamme qui comprend des produits comme les prêts à la restauration résidentielle, les prêts à remboursement accéléré et les prêts à paiements contrôlés nous permet de faire face à tout déplacement de l'activité comme celui enregistré en 1985. Notre position traduit également la faculté d'adaptation et la spécialisation des ressources dont nous disposons tant du point de vue humain que technique. À ce chapitre, mentionnons que le nouveau système informatique des prêts hypothécaires mis en place en 1984 nous a permis d'améliorer de façon marquée la qualité de notre service.

L'année 1986 ne s'annonce pas facile. Dans un contexte où un certain nombre de secteurs atteindront une saturation et où la concurrence sera encore plus vive entre institutions financières, les avenues que nous nous sommes ouvertes ces dernières années et dans lesquelles nous avons pris de l'expérience nous permettront de continuer à afficher de bons résultats et de participer étroitement à la mission du Mouvement Desjardins en étendant son action à des marchés spécialisés.

**Nos portefeuilles ont
franchi un milliard
de dollars et nos
déboursés ont atteint
243 millions \$.**

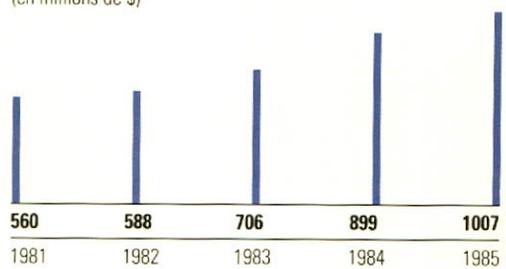


Prêts hypothécaires par région économique



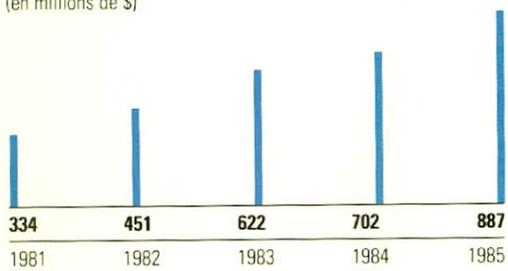
Portefeuilles d'hypothèques

(en millions de \$)

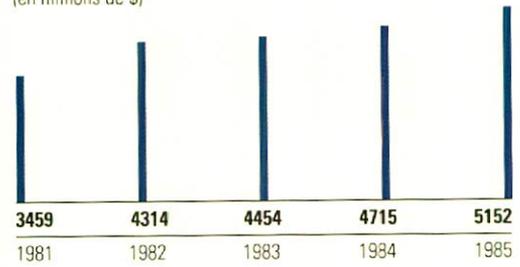


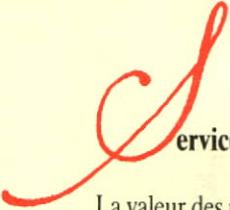


Portefeuilles gérés
(en millions de \$)



Titres en garde
(en millions de \$)





Services de gestion

La valeur des portefeuilles que la Fiducie du Québec gère pour autrui a progressé de 26 %, passant de 702 millions \$ en 1984 à 887 millions \$ en 1985. Une telle augmentation est en partie attribuable à la hausse des indices boursiers et obligataires mais elle est aussi le reflet de la qualité de notre gestion et de notre pénétration du marché.

Comme nous prévoyons maintenir en 1986 un rythme de croissance soutenu, nous avons redéfini les responsabilités au sein de notre équipe et raffiné davantage notre mode de sélection des titres boursiers et obligataires. Ces éléments, associés à la participation plus étroite de nos conseillers dans l'atteinte des résultats de gestion, assureront un service de qualité encore supérieure. Dans le contexte de la réforme des pensions qui alourdira vraisemblablement l'administration des régimes à prestations déterminées et les rendra plus onéreux, nous croyons que notre régime à cotisations définies que nous avons mis sur pied en 1985, à l'intention des petites et moyennes entreprises, répondra aux besoins d'un segment important du marché.

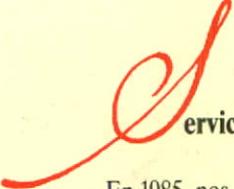
En ce qui a trait à nos activités d'administration et de garde de titres, l'augmentation de la clientèle enregistrée en 1985 est comparable à celle des

années antérieures. Toutefois, les valeurs qui nous sont confiées ont progressé de plus de 9 % pour atteindre 5,15 milliards \$ et franchir ainsi une autre étape d'importance dans notre croissance. Soulignons que nous avons élargi la gamme de nos rapports de façon à donner une information plus complète à nos clients de ce secteur. L'ensemble des données fournies leur permet maintenant de suivre de beaucoup plus près les mouvements de valeurs dans leur portefeuille afin d'en optimiser la gestion. Nous sommes même en mesure de donner à ceux qui le désirent un accès direct à ces renseignements par voie d'écran cathodique relié à notre système informatique.

En outre, nous avons adhéré au Système de compensation de valeurs américaines (D.T.C.) afin d'accroître notre efficacité dans les règlements de transactions outre-frontières. En 1986, notre adhésion au Système international de compensation de valeurs mobilières (Euro Clear) réduira les délais de livraison pour les règlements des transactions en Europe.

En étendant le rayonnement du Mouvement Desjardins au secteur des grandes entreprises, les activités de gestion de portefeuilles ainsi que d'administration et de garde de titres illustrent bien l'une des facettes essentielles du rôle de complémentarité de la Fiducie du Québec.

**Les portefeuilles gérés
atteignent 887 millions \$,
tandis que les titres
en garde totalisent
5,15 milliards \$.**



Services fiduciaires

En 1985, nos services fiduciaires aux sociétés ont connu une autre année de croissance soutenue. Nous avons en effet participé à la réalisation de 232 financements d'entreprises, de sociétés et d'institutions qui ont totalisé plus de 663 millions \$, soit une augmentation de 34 %. Compte tenu des financements qui ont échoué en cours d'année, le nombre de nos mandats fiduciaires et de nos mandats d'agent comptable des émissions de titres d'emprunt et de débetures est ainsi passé à 1 300.

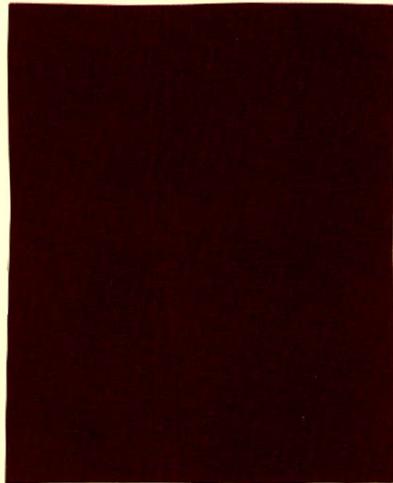
Dans le domaine des services d'agent de transfert de valeurs mobilières et d'agent comptable des registres, nous avons effectué une percée notable. Un pourcentage élevé des sociétés qui ont fait un premier appel public à l'épargne dans le cadre du Régime d'épargne-actions au cours de l'année ont choisi notre entreprise. Nous nous sommes donc taillés une place enviable dans ce domaine. De ce fait, nous avons accentué davantage notre présence dans ce marché prometteur où nous entendons augmenter notre part.

La progression de nos affaires au cours des dernières années reflète bien l'importance que nous accordons à la qualité du service. À cet effet, soulignons que nous mettons à la disposition de nos clients une équipe de professionnels composée de conseillers, d'informaticiens et d'analystes chevronnés qui possèdent une vaste expérience dans le domaine des valeurs mobilières.

En outre, nous maintenons toujours notre système informatique à la fine pointe de l'évolution technologique. Élément clé dans la gestion de nos mandats de financement, de nos services d'agent de transfert, d'agent comptable des registres et de dépositaire de tous les types de valeurs mobilières, ce système nous assure d'un degré élevé d'efficacité et de sécurité et ce, quelle que soit l'importance du mandat qui nous est confié. Il nous permet, entre autres, d'effectuer en direct la saisie des données, la validation des transactions et l'interrogation spécifique.

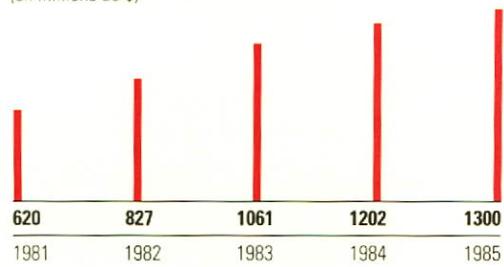
L'ensemble de nos activités en matière de services fiduciaires constitue pour le Mouvement Desjardins un accès unique à un réseau hautement spécialisé dont l'importance à tous les égards n'ira que grandissante.

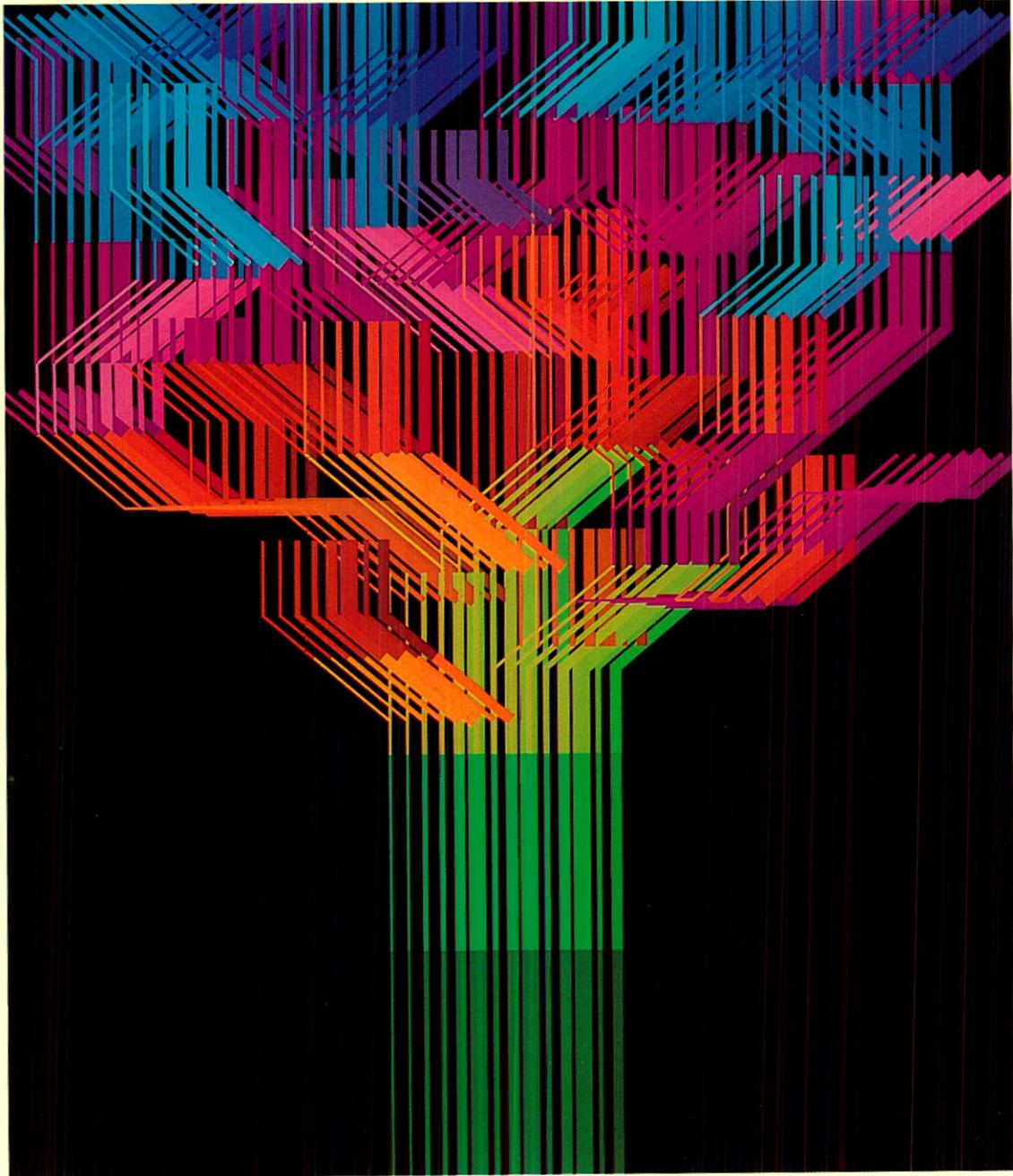
**Les financements auxquels
nous avons participé
totalisent 663 millions \$.
Le nombre de mandats
est passé à 1 300.**



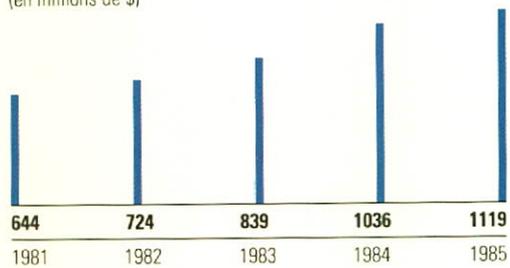
V. Thore

Services fiduciaires aux sociétés
(en millions de \$)

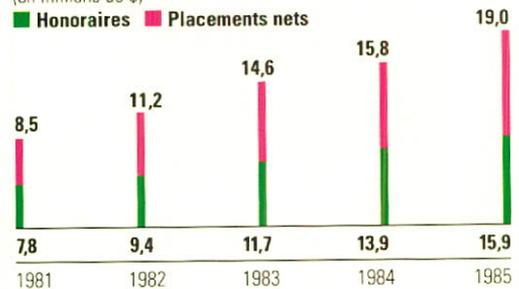




Actif
(en millions de \$)



Revenus disponibles
(en millions de \$)



Faits saillants

	1985	1984
Revenus bruts	141 295 000 \$	126 303 000 \$
Bénéfice net	4 048 000	3 233 000
Actif	1 119 286 000	1 035 511 000
Avoir des actionnaires	37 323 000	32 368 000
Biens administrés	10 103 553 000	8 493 051 000

En 1985, le bénéfice net a augmenté de 25 %, les portefeuilles de prêts hypothécaires ont atteint un milliard de dollars et les biens administrés ont totalisé 10 milliards de dollars.

Rapport de la direction

Le Conseil d'administration est responsable des états financiers destinés aux actionnaires. Il délègue à la Direction la responsabilité de les préparer et au Comité de vérification, celle de les réviser. La Direction maintient un système de contrôle interne afin de présenter des états financiers fiables. Le Service de vérification interne veille de façon suivie au bon fonctionnement du système. Les états financiers sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels exigent, à certains égards, des estimations et des jugements de la Direction.

La firme Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés, comptables agréés, a été nommée vérificateur externe de la Fiducie du Québec pour l'exercice 1985. Son rapport présenté ci-dessous exprime une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

Le Comité de vérification et les vérificateurs externes se réunissent avec ou sans la Direction afin de discuter de questions touchant la vérification et les états financiers. Les membres du Comité de vérification ne sont liés à la Fiducie du Québec qu'à titre d'administrateur. Sur recommandation du Comité de vérification, le Conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Fiducie du Québec.

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

Montréal, le 12 février 1986

Rapport des vérificateurs

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Fiducie du Québec au 31 décembre 1985, ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la compagnie, ces états présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Comptables agréés

Montréal, le 12 février 1986

Résultats consolidés
Exercice clos le 31 décembre

	1985	1984
Revenus		
Revenus de placements	125 434 000 \$	112 444 000 \$
Honoraires	15 861 000	13 859 000
	141 295 000	126 303 000
Dépenses		
Intérêts versés	106 407 000	96 577 000
Salaires et avantages sociaux	18 254 000	16 375 000
Autres dépenses	9 901 000	9 081 000
Provision pour pertes sur prêts hypothécaires	943 000	570 000
Amortissements	1 171 000	834 000
	136 676 000	123 437 000
Bénéfice avant impôts sur le revenu	4 619 000	2 866 000
Impôts sur le revenu (recouvrés) (note 6)	571 000	(367 000)
Bénéfice net	4 048 000 \$	3 233 000 \$
Bénéfice net par action	17,63 \$	15,20 \$

Bénéfices consolidés non répartis
Exercice clos le 31 décembre

	1985	1984
Solde au début	9 001 000 \$	6 725 000 \$
Bénéfice net	4 048 000	3 233 000
	13 049 000	9 958 000
Dividendes	1 093 000	957 000
Solde à la fin	11 956 000 \$	9 001 000 \$

Bilan consolidé
Le 31 décembre

Actif	1985	1984
Placements		
Encaisse et dépôts à court terme	63 535 000 \$	45 637 000 \$
Prêts hypothécaires	861 253 000	769 791 000
Prêts sur billets et sur nantissements	73 864 000	59 122 000
Obligations (note 2)	59 426 000	87 836 000
Actions (note 2)	31 055 000	40 422 000
Intérêts courus	14 884 000	16 882 000
	1 104 017 000	1 019 690 000
Autres éléments		
Comptes clients et autres	4 578 000	5 070 000
Participation permanente	4 549 000	4 345 000
Immobilisations (note 3)	4 846 000	5 024 000
Achalandage	1 296 000	1 382 000
	15 269 000	15 821 000
	1 119 286 000 \$	1 035 511 000 \$

Passif	1985	1984
Dépôts garantis (note 4)		
Dépôts	1 014 776 000 \$	940 194 000 \$
Intérêts courus et autres	47 384 000	44 375 000
	1 062 160 000	984 569 000
Autres éléments		
Comptes fournisseurs et autres	3 479 000	3 901 000
Prêts en sous-ordre consentis par des actionnaires (note 5)	12 465 000	11 465 000
Impôts sur le revenu reportés	3 859 000	3 208 000
	19 803 000	18 574 000
	1 081 963 000	1 003 143 000
Avoir des actionnaires		
Capital-actions		
Autorisé 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis 238 114 actions entièrement libérées	23 811 000	22 114 000
Surplus d'apport	1 556 000	1 253 000
Bénéfices non répartis	11 956 000	9 001 000
	37 323 000	32 368 000
	1 119 286 000 \$	1 035 511 000 \$

Jean-Paul Léonard
A. Hervé Hébert



**Evolution de la situation
financière consolidée**

Exercice clos le 31 décembre

	1985	1984
Exploitation		
Bénéfice net	4 048 000 \$	3 233 000 \$
Dividendes encaissés de la participation permanente	75 000	57 000
	4 123 000	3 290 000
Éléments n'affectant pas les fonds:		
Amortissements	1 171 000	834 000
Impôts sur le revenu reportés	651 000	(154 000)
Quote-part dans une participation permanente	(279 000)	(308 000)
Variation nette des autres éléments hors-fonds	70 000	(1 613 000)
Marge brute d'autofinancement	5 736 000	2 049 000
Dividendes versés	(1 093 000)	(957 000)
Marge nette d'autofinancement	4 643 000	1 092 000
Financement		
Augmentation des dépôts garantis	77 591 000	190 955 000
Emprunt en sous-ordre	1 000 000	1 000 000
Émission d'actions ordinaires	2 000 000	2 000 000
	80 591 000	193 955 000
Encaisse disponible pour l'investissement	85 234 000	195 047 000
Investissement		
Prêts hypothécaires	91 462 000	150 418 000
Prêts sur billets et sur nantissements	14 742 000	22 482 000
Obligations	(28 410 000)	(25 628 000)
Actions	(9 367 000)	26 607 000
Intérêts courus	(1 998 000)	3 917 000
Acquisition d'immobilisations	907 000	3 307 000
	67 336 000	181 103 000
Augmentation des fonds	17 898 000	13 944 000
Encaisse et dépôts à court terme au début	45 637 000	31 693 000
Encaisse et dépôts à court terme à la fin	63 535 000 \$	45 637 000 \$

Note 1

Conventions comptables

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et ses filiales en propriété exclusive, Les Placements Collectifs Inc. et Crédit Populaire Fedmon Inc.

Placements

Les obligations et les actions privilégiées sont inscrites au coût amorti alors que les actions ordinaires et les prêts le sont au coût.

Participation permanente

La participation permanente est constituée d'actions dans le Crédit Industriel Desjardins dans laquelle la compagnie détient 21,5 % des actions votantes. Cette participation est comptabilisée à la valeur de consolidation.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût d'origine moins l'amortissement accumulé.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 10 % pour le mobilier et les appareils de bureau, et au moindre de la durée des baux ou 10 ans pour la majorité des améliorations locatives.

Achalandage

L'achalandage est constitué de l'excédent du coût des investissements sur la valeur comptable des

actions des filiales à leurs dates d'acquisition et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 25 ans. Cet amortissement représente un montant de 86 000 \$ par année.

Impôts sur le revenu reportés

La compagnie pourvoit aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les impôts sur le revenu reportés résultent principalement du fait que la compagnie réclame, aux fins de l'impôt, des réserves et des allocations du coût en capital supérieures aux dépenses inscrites aux livres.

Provision pour pertes sur prêts hypothécaires

La compagnie pourvoit aux pertes probables sur prêts déjà spécifiquement identifiées de même qu'aux pertes éventuelles encore inconnues. La partie de la provision relative aux pertes éventuelles encore inconnues est calculée d'après l'expérience passée et elle est destinée à parer aux pertes éventuelles sur les prêts qui n'ont pas été spécifiquement identifiées.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action a été calculé sur la moyenne pondérée des actions émises durant l'exercice.

Biens administrés ou détenus

Les biens administrés et les biens détenus pour les comptes en fidéicommis ne figurent pas au bilan consolidé mais sont tenus séparément des fonds de la compagnie et sont inscrits aux livres de façon à indiquer les comptes auxquels ils appartiennent.

Note 2

Titres

	1985		1984	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
Obligations				
Gouvernements	23 922 000 \$	25 973 000 \$	39 326 000 \$	40 237 000 \$
Municipalités et commissions scolaires	31 239 000	33 380 000	44 801 000	46 489 000
Autres corporations	4 265 000	4 361 000	3 709 000	3 792 000
	59 426 000	63 714 000	87 836 000	90 518 000
Actions	31 055 000	32 175 000	40 422 000	40 398 000
	90 481 000 \$	95 889 000 \$	128 258 000 \$	130 916 000 \$

Note 3

Immobilisations

	1985		1984	
	Coût	Amortis- sement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Mobilier et appareils de bureau	4 441 000 \$	1 870 000 \$	2 571 000 \$	2 672 000 \$
Améliorations locatives	3 909 000	1 634 000	2 275 000	2 352 000
	8 350 000 \$	3 504 000 \$	4 846 000 \$	5 024 000 \$

Note 4

Dépôts garantis

Les actifs détenus pour ces comptes se détaillent comme suit:

	1985	1984
Encaisse et dépôts à court terme	41 718 000 \$	29 975 000 \$
Prêts hypothécaires	861 136 000	769 523 000
Prêts sur billets et sur nantissements	73 265 000	58 919 000
Obligations	49 682 000	78 348 000
Actions	21 248 000	30 158 000
Intérêts courus	14 462 000	16 389 000
Comptes clients	649 000	1 257 000
	1 062 160 000 \$	984 569 000 \$

Les échéances de ces dépôts sont comme suit:

Moins d'un an	61 %	61 %
Un an à cinq ans	38	37
Cinq ans et plus	1	2

Note 5

Prêts en sous-ordre et avoir des actionnaires

Au cours de l'exercice, des actionnaires ont consenti à la compagnie des prêts en sous-ordre d'un montant de 1 000 000 \$ échéant en 1990.

De plus, la compagnie a émis 16 975 actions pour une considération de 2 000 000 \$ payée comptant. La différence de 303 000 \$ entre le prix payé lors

de l'émission et la valeur nominale des actions a été portée en augmentation du surplus d'apport.

Les prêts en sous-ordre portent intérêt au taux de base plus 1/2 de 1 % et les remboursements au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

1986	8 494 000 \$
1987	971 000
1988	1 000 000
1989	1 000 000
1990	1 000 000

Note 6

Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu ont été calculés comme suit:

	1985	1984
Bénéfice avant impôts sur le revenu	4 619 000 \$	2 866 000 \$
Éléments affectant le revenu imposable		
Revenus de dividendes non imposables	(3 117 000)	(3 612 000)
Quote-part dans une participation permanente	(279 000)	(308 000)
Amortissement de l'achalandage non déductible	86 000	86 000
Autres éléments	38 000	84 000
Revenu imposable (perte déductible)	1 347 000	(884 000)
Taux d'impôt statutaire	42,4 %	41,5 %
Impôts sur le revenu (recouvrés)	571 000 \$	(367 000)\$

Note 7

Opérations conclues avec des apparentés

La Fiducie du Québec est une société du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins. Dans le cours normal de ses opérations, elle a effectué des transactions avec les autres sociétés membres du M.C.P.É.D. et d'autres organismes apparentés selon des normes commerciales régulières.

Ces opérations ont généré des revenus de 6 224 000 \$ (5 902 000 \$ en 1984) et des dépenses de 13 000 000 \$ (10 549 000 \$ en 1984). Elles se composent principalement de revenus de placements, d'honoraires, d'intérêts versés sur

des dépôts garantis et des prêts en sous-ordre, de loyers et de dépenses d'informatique.

De plus, des primes d'assurance-vie totalisant environ 484 000 \$ (502 000 \$ en 1984) ont été perçues relativement aux prêts hypothécaires et remises à une institution du M.C.P.É.D.

Au 31 décembre 1985, il y avait au bilan des placements de 25 569 000 \$ (7 600 000 \$ en 1984) auprès de sociétés membres du M.C.P.É.D., lesquels sont constitués principalement de dépôts à court terme ainsi que de dépôts garantis de 80 200 000 \$ (70 000 000 \$ en 1984) provenant de telles sociétés.

Note 8

Engagements

Les engagements en vertu de baux à long terme sur des espaces à bureaux et de l'équipement informatique sont de 44 677 000 \$ jusqu'à leurs échéances et se détaillent comme suit pour les cinq prochains exercices:

1986	3 394 000 \$
1987	3 658 000
1988	3 215 000
1989	2 517 000
1990	2 176 000

Les engagements pour prêts hypothécaires non déboursés au 31 décembre 1985 sont de 60 473 000 \$.

Note 9

Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Appariement de l'actif et du passif
selon la sensibilité aux taux d'intérêt
en milliers de \$, le 31 décembre

	Total	Taux flottant	1986	1987	1988	1989 et après
Placements						
Encaisses et dépôts à court terme	63 535	29 589	33 946	-	-	-
Obligations						
Gouvernement fédéral et provincial et organismes para-publics	23 922	-	2 165	6 161	1 584	14 012
Municipalités et commissions scolaires	31 239	3 000	6 178	9 028	3 901	9 132
Corporations	4 265	2 000	225	600	524	916
Actions	31 055	8 493	1 421	8 536	2 241	10 364
Prêts hypothécaires	861 253	20 896	507 699	103 382	106 929	122 347
Prêts sur billets et nantissements	73 864	53 738	18 275	404	309	1 138
	1 089 133	117 716	569 909	128 111	115 488	157 909
Dépôts						
Dépôts à demande	62 273	62 273	-	-	-	-
Dépôts à terme et rentes	952 503	-	546 810	143 841	115 889	145 963
Prêts en sous-ordre consentis par des actionnaires	12 465	12 465	-	-	-	-
	1 027 241	74 738	546 810	143 841	115 889	145 963



Rétrospective des résultats
des cinq dernières années
en millions de \$, le 31 décembre

	1985	1984	1983	1982	1981
Revenus					
Honoraires	15,9	13,9	11,7	9,4	7,8
Revenus nets de placements	19,0	15,8	14,6	11,2	8,5
	34,9	29,7	26,3	20,6	16,3
Dépenses					
Salaires et avantages sociaux	18,3	16,4	12,5	10,4	8,6
Autres dépenses d'opération	12,0	10,4	9,2	7,7	6,3
	30,3	26,8	21,7	18,1	14,9
Bénéfice avant impôts sur le revenu	4,6	2,9	4,6	2,5	1,4
Impôts sur le revenu (recouvrés)	0,6	(0,3)	1,4	1,0	0,6
Bénéfice net	4,0	3,2	3,2	1,5	0,8
Bénéfice net par action (en \$)	17,63	15,20	16,20	8,50	4,70



Croissance du volume des principaux
secteurs d'activités
en millions de \$, le 31 décembre

	1985	1984	1983	1982	1981
Prêts hypothécaires	1 007	899	706	588	560
Fonds de placement Desjardins	162	132	120	94	75
Fonds garanti	1 062	985	794	685	611
Gestion de portefeuilles	887	702	622	451	334
Garde de valeurs	5 152	4 715	4 454	4 314	3 459



Conseil d'administration

***Jean-Paul Léonard**, notaire
Président du conseil

Administrateur,
Caisse populaire de Saint-Jérôme

***A. Hervé Hébert**, actuaire
Président

***Georges O. Langlois**, notaire
Premier vice-président du conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Yves R. Léonard, notaire
Second vice-président du conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

René Authier
Président,
Gemex (Granby) Inc.
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Richelieu-Yamaska

****Arthur Bélanger**
Commissaire de crédit,
Caisse populaire Saint-Siméon
(Bonaventure)
Président du Conseil de surveillance,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de la Péninsule et des Îles

Marcel Bergeron
Directeur,
Caisse populaire de Taschereau
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Abitibi

***Paul R. Charbonneau**
Directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Lanaudière

Gilbert Fiset
Vice-président du conseil
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Bas Saint-Laurent

Gilles Lemelin
Directeur,
Caisse populaire de Sainte-Martine
Administrateur,
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

****Jacques Lessard**
Directeur,
Caisse populaire de Thetford Mines
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

***André René**
Directeur,
Caisse populaire de Victoriaville
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Centre du Québec

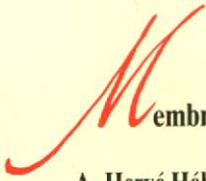
***G. Roger Roy**, pharmacien
Président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie

Robert Soupras
Conseiller spécial
du Conseil d'administration
de la Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec

****Bernard Turmel**
Directeur,
Caisse populaire Sainte-Anne-de-la-Pocatière
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

*Membre du Comité exécutif

**Membre du Comité de vérification



Membres de la direction

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

Yvan Drouin
Vice-président,
Services de contrôle

Jacques V. Goyer
Vice-président,
Services financiers

Denis Jodoin
Vice-président,
Placements

Bernard Larue
Vice-président,
Finance et Trésorerie

Guy Vallée
Vice-président,
Services corporatifs et juridiques,
et Secrétaire

Reynald Audet
Économiste

Jean-François Bazinet
Directeur des Systèmes
informatiques et administratifs

Raymond Beauchamp
Directeur de la Comptabilité
des comptes en gestion et
de la Chambre forte

Denis Casavant
Directeur de l'Administration,
Prêts hypothécaires

Claude Caty
Conseiller principal en placements

Denis Chevrette
Directeur adjoint,
Services fiduciaires

Guy Douville
Directeur du Financement
hypothécaire

Jean-Guy Frenette
Directeur de l'Administration
et de la garde de titres

Reynald N. Harpin
Vice-président adjoint
à la Gestion de portefeuilles

Michel Juneau
Directeur des Ventes,
Régimes de groupes

Raynald Laliberté
Directeur des Services financiers
aux caisses et institutions

Guy Lamer
Directeur de l'Administration,
Placements

Jean-Claude Lupien
Vice-président adjoint
aux Ventes,
Épargne et placements

Claude Mayette
Vice-président adjoint
aux Communications

Yvon Monette
Directeur de l'Administration,
Épargne et placements

Denise Mongeon
Directrice de la Comptabilité
de l'entreprise

Jean Morissette
Directeur des Services
et Approvisionnements

Denis Noreau
Directeur adjoint
à l'Expansion des affaires,
Gestion de portefeuilles

Jacques Robillard
Vice-président adjoint
aux Ressources humaines

Paul Robillard
Directeur du Fonds garanti
et du Fonds propre

Réjean Ruest
Directeur de la Vérification interne

Jean-Pierre Tremblay
Directeur des Services fiduciaires



siège social

1, Complexe Desjardins
14^e étage
(C.p. 34, succursale Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-9441
1-800-361-6840



succursales

Anjou
7450, boul. Les-Galeries-d'Anjou
Anjou H1M 3M3
(514) 355-2050
1-800-361-5808

Chicoutimi
1, Place du Royaume
Chicoutimi G7H 1S4
(418) 549-5746
1-800-463-9657

Laval
1600, boul. Saint-Martin est
Laval H7G 4R8
(514) 668-5223
1-800-361-3803

Longueuil
370, chemin Chambly
Longueuil J4H 3L6
(514) 679-2810
1-800-361-5058

Montréal
1, Complexe Desjardins
Niveau Promenade
(C.p. 34, succursale Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-3225
1-800-361-2680

Québec
333, rue Saint-Amable
Québec G1R 5G2
(418) 647-4742
1-800-463-5026

Sainte-Foy
2600, boul. Laurier
Sainte-Foy G1V 2L1
(418) 653-6811
1-800-463-4792

Sherbrooke
1640, rue King ouest
Sherbrooke J1J 2C3
(819) 566-5667
1-800-567-6920

La Fiducie du Québec a enrichi la présentation de son rapport 1985 d'une dimension artistique. On y trouve différents langages de l'art, de la calligraphie à l'illustration par ordinateur. Les oeuvres présentées ont été retenues pour le symbolisme qui s'en dégage. Nous espérons ainsi contribuer à la mise en valeur d'artistes déjà célèbres et d'autres moins connus.

Page 1

Littérature

Antoine de Saint-Exupéry

Citadelle

Page 2 à 6

Calligraphie

Gérard Mariscalchi

Page 7

Photographie portrait

Jean Tremblay

Page 8

Peinture

Marc-Aurèle Fortin

Rue du village Sainte-Rose (aquarelle)

Propriété de la Fondation Girardin-Vaillancourt

(Collection Desjardins)

Page 11

Architecture et sculpture

Robert Findlay, architecte

Henri Beaumont, sculpteur

Le 266, rue Notre-Dame ouest (Montréal)

Page 12

Photographie artistique

Mia et Klaus

L'arbre fontaine

Page 15

Affiche

Vittorio Fiorucci

L'arbre à la racine carrée

Page 16

Illustration par ordinateur

L'équipe du Centre Créatif de Montréal

Arborescence

Conception graphique:
Danielle Roy Design

Dépôt légal (1^{er} trimestre 1986)
Bibliothèque nationale du Québec

Imprimé au Canada

